



Tous droits réservés

DROIT PÉNAL

Séance 1 - Introduction au droit pénal : les grands principes

I. Les notions préalables importantes.....	3
II. Les sources : le principe de la légalité criminelle	3
A) Loi et règlement comme source du droit pénal	4
1) La loi.....	5
2) Le règlement.....	5
B) Le droit international comme source du droit pénal ?.....	5
III. L'application du principe fondateur du droit pénal : le principe de la légalité criminelle.....	6
A) L'application du principe.....	6
1) La règle pénale	6
2) La proportionnalité de la peine.....	6
B) Le contrôle.....	7
1) Le contrôle par le Conseil constitutionnel.....	7
a) Le contrôle de constitutionnalité a posteriori.....	Erreur! Signet non défini.
(i) La question prioritaire de constitutionnalité (QPC).....	Erreur! Signet non défini.
(ii) Le contrôle par le juge pénal.....	8
A) La signification du principe de la légalité à l'égard du juge pénal.....	9
1) La prohibition de tout pouvoir créateur du juge.....	9
a) Concernant les incriminations	9
b) Concernant les sanctions	10

2) <i>L'obligation d'interpréter strictement la loi</i>	10
a) La nécessité de qualifier les faits pour le juge	10
(i) <i>Les difficultés rencontrées pour toute qualification</i>	10
(ii) <i>Les difficultés liées à l'existence d'un conflit de qualification</i>	11
b) Le cumul de qualification	12
c) Le concours de la qualification	13
d) La détermination de la qualification	13

I. Les notions préalables importantes



Attention : La peine n'a pas seulement une fonction de répression. Elle participe aussi à la réinsertion dans la société du délinquant.

La principale fonction du droit pénal est de sanctionner les auteurs d'infractions



Définition : Le droit pénal rassemble l'intégralité des règles qui ont pour objet d'identifier les actes qui ne sont pas conformes aux valeurs sociales de la société, et de nommer les personnes pouvant être déclarées responsables, afin d'établir les peines applicables.



À retenir : La peine possède à la fois une fonction comminatoire (dissuasive) et une fonction punitive.

II. Les sources : le principe de la légalité criminelle



À retenir : Seule la loi a le pouvoir d'éditer les règles du droit pénal.



Définition : La vocation de ce principe est de réagir contre l'arbitraire des juges.



À retenir : En droit pénal, le délinquant ne pourra être puni par le juge que si la loi a prévu le comportement et la peine qui s'y rapporte. C'est la consécration du principe de la légalité criminelle.

Ainsi, on peut lire dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen :

« Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché et nul ne peut être contraint de faire ce qu'elle ordonne pas » (**Art. 5**)

« La loi ne peut établir que des peines strictement et évidemment nécessaires et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée » (**Art. 8**)

« Nul homme ne peut être arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et dans les formes qu'elle a prescrites ». (**Art. 7**).



À retenir : Le législateur est compétent pour édicter la norme pénale : **article 34 de la Constitution**.

L'article 111-3 du Code pénal dispose que « nul ne peut être puni pour un crime ou pour un délit dont les éléments ne sont pas définis par la loi ou pour une contravention dont les éléments ne sont pas définis par le règlement ».

A) Loi et règlement comme source du droit pénal



À retenir : Il est nécessaire que les incriminations et les peines ne puissent être prévues que dans un texte (**Art.111-2 et Art.111-3 CP**) :

Pour les crimes et les délits, il doit s'agir d'une loi

Et pour les contraventions, il s'agit d'un règlement

La détermination des crimes et des délits, les peines applicables ainsi que la procédure, en matière pénale, appartiennent au domaine de la loi (**art.34 de la Constitution**).

Combiné à l'**article 37 de la Constitution, il est indiqué que** les matières autres que celle de la loi ont un caractère réglementaire.

1) La loi



Définition : La loi comprend les textes produits par le pouvoir exécutif, lequel appartient au domaine législatif.

L'**article 111-2 du Code pénal** dispose que le pouvoir législatif détermine les peines pour les crimes et les délits.

2) Le règlement



Définition : Le règlement comprend l'intégralité des actes administratifs de portée générale et impersonnelle.

Le pouvoir réglementaire détermine les peines contraventionnelles. (**art. 111-2 al. 2 CP**).

Le règlement détermine les contraventions et fixe les peines applicables (**art.111-2 du CP**).

Le législateur définit les contraventions et fixe les peines qui sont applicables.

B) Le droit international comme source du droit pénal ?



À retenir : Dès leur publication, les traités ou accords ratifiés approuvés ont une autorité supérieure à celle des lois (**art. 55 de la Constitution**).



À retenir : Le texte national doit régir le comportement incriminé pour une sanction effective. Le droit pénal se rattache à la souveraineté d'un État.

Mais le texte international permet le contrôle de la loi interne : il s'agit d'un **contrôle de conventionnalité**.

III. Le principe de la légalité criminelle

A) L'application du principe

1) La nécessaire précision de la règle pénale



À retenir : Le principe de la légalité exige une clarté et une précision des textes concernant les incriminations, les sanctions et les règles de procédure.

Pour rappel la loi ou le règlement doit prévoir les crimes, les délits ou les contraventions, **il n'est donc pas possible pour une personne d'être punie pour une peine non prévue par un texte.**

2) La proportionnalité de la peine



Définition : Le principe de proportionnalité de la peine suppose que la peine soit relative au regard de la gravité du comportement.

De ce principe découle l'individualisation de la peine.

B) Le contrôle

Ce principe implique deux contrôles :

- Le contrôle du Conseil constitutionnel : la mission du Conseil constitutionnel demeure de mesurer et de contrôler l'activité du pouvoir législatif
- Le contrôle du juge pénal : les magistrats doivent appliquer la loi, mais ils ont une marge de manœuvre sur celles-ci.

1) Le contrôle par le Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel est un organe chargé de contrôler la conformité des lois votées selon la Constitution.



À retenir : Le Conseil constitutionnel doit justement veiller à l'exigence de clarté et de précision.

Le Conseil a déclaré comme objectif de valeur constitutionnelle l'accessibilité et intelligibilité de la loi, **le 16 décembre 1999**.

Le Conseil constitutionnel indique qu'« aucun principe ou règle de valeur constitutionnelle n'interdit au législateur d'ériger en infraction le manquement à des obligations qui ne résultent pas de la loi » (**Cons. const. 10 novembre 1982 n° 82-145**).

« La loi ne peut édicter que les peines strictement et évidemment nécessaires » (**Déclaration de 1789**). Le Conseil indique que ce principe sur la nécessité des peines s'étend sur les peines prononcées par des juridictions pénales et même des autorités de nature non judiciaire.

Pour aller plus loin : Notamment pour les peines des autorités de nature non judiciaire : les autorités administratives indépendantes (**CE, Didier,**

1999).



À retenir : Les principes fondamentaux : l'égalité devant la loi, le respect des droits de la défense, la non-rétroactivité de la loi pénale.

L'incorporation dans le bloc de constitutionnalité des textes visés par le préambule de la **Constitution de 1958** contribue à consacrer ses notions en principes constitutionnels (**Cons. const. 16 juillet 1971**).

N'est pas concernés, car ils ne sont pas intégrés dans le bloc : le principe de non-cumul des peines, individualisation et la règle de non bis in idem.

La QPC est entrée en vigueur le **1^{er} mars 2010** : **Const., art. 61-1**.



Attention : Le justiciable ne peut pas saisir directement le Conseil Constitutionnel. Les juridictions administratives et judiciaires vont jouer le rôle de filtre.

2) Le contrôle par le juge pénal

- Le contrôle du règlement par le juge pénal

« Les juridictions pénales sont compétentes pour interpréter les actes administratifs, réglementaires ou individuels et pour en apprécier la légalité lorsque, de cet examen, dépend la solution du procès pénal qui leur est soumis ». (**art. 111-5 CP**).



Attention : Dès lors que l'interprétation de l'acte réglementaire, qui est la compétence du juge n'a pas d'incidence sur la solution du litige, le juge pénal ne peut pas interpréter l'acte.

- Le contrôle de la loi par le juge pénal



Attention : Le juge pénal est incompétent pour réaliser un contrôle de constitutionnalité (**Cass. crim. 11 mai 1833**) : compétence exclusive du Conseil constitutionnel.

Mais le juge peut invoquer une violation d'un principe constitutionnel pour refuser l'application d'un texte législatif (**Art. 61-1 Constitution**.)

A) Définition du principe de la légalité à l'égard du juge pénal

1) *L'interdiction de tout pouvoir créateur du juge*

a) Concernant les incriminations



À retenir : Il n'est pas possible de poursuivre un comportement qui n'est pas interdit par la loi

La loi doit prévoir en amont les comportements répréhensibles pénalement : ce qui n'est pas interdit et sanctionné par la loi est autorisé.

Le juge pénal n'est pas obligé de poursuivre automatiquement, ainsi le caractère automatique des poursuites est rapidement redevenu : **le principe de l'opportunité des poursuites (Art.40 du CPP)**.



Attention : Il est tout de même possible de retenir une qualification moins grave, c'est-à-dire de considérer l'infraction avec une qualification correctionnelle au lieu d'une qualification criminelle. Mais l'inverse est impossible, on ne peut pas retenir une qualification plus grave que ce que la loi prévoit.

3) Concernant les sanctions



À retenir : Le juge ne peut pas prononcer une autre peine que celle prévue par la loi, ni même de l'aggraver.



Définition : Les peines plafond : quantum maximum de peine prévu par la loi, au-delà duquel le juge ne peut pas aller.

Le juge peut tout de même individualiser la peine, et peut dans la limite de la loi se montrer plus favorable à l'égard de la personne poursuivie.

2) *L'obligation d'interpréter strictement la loi*



À retenir : Il s'agit du corolaire du principe de la légalité. L'**article 111-4 du Code pénal** indique « la loi pénale est d'interprétation stricte ».

a) La nécessité de qualifier les faits pour le juge



Définition : La qualification consiste à la recherche du texte applicable suivant les faits poursuivis. Le juge doit apprécier le caractère répréhensible du comportement de l'auteur présumé des faits.

(i) *Les obstacles liés à la qualification*

- La variabilité de la qualification



À retenir : Le principe c'est la liberté accordée aux autorités judiciaires pour qualifier les faits en toute indépendance. Les juridictions pénales sont saisies du fait commis, c'est-à-dire « in rem ».

Il y a donc une obligation de qualification des faits pesant sur les juges pour apprécier sa compétence.

- Les difficultés relevant de chaque autorité judiciaire



À retenir : L'autorité judiciaire ne peut pas retenir une qualification nouvelle des faits dont elle n'est pas saisie.



Attention : Tout changement ultérieur de la situation n'est pas pris en considération. Donc la qualification des faits correspond au moment de la commission de l'infraction.

(ii) Les entraves liées à l'existence d'un conflit de qualification

Le conflit de qualification se trouve dans différentes situations :

- Lorsque pour un seul fait, plusieurs qualifications peuvent être retenues, en raison du nombre des victimes.



Exemple : Il y a plusieurs victimes dans le même fait, mais avec des résultats différents entraînant plusieurs qualifications : incapacité temporaire de travail de plus de trois mois est qualifiée de délit, alors qu'une ITT de moins de 8 jours est une contravention.

- Lorsque pour un seul fait, plusieurs qualifications peuvent être retenues, en présence d'une victime.



Exemple : Le vol précédé d'une violation de domicile



Attention : Dans le cas d'une pluralité de fait entraînant un conflit de qualification, il est nécessaire que les faits soient attachés les uns aux autres : c'est le cas du concours réel d'infractions.

Généralement, c'est l'**élément moral** qui guide le raisonnement des magistrats.

De sorte que si plusieurs valeurs sociales sont volontairement atteintes, plusieurs qualifications sont retenues, dans la limite du principe non bis in idem (**Cass. crim. 3 mars 1969 Ben Haddadi**).

b) Le cumul de qualification



Définition : C'est l'addition de plusieurs qualifications. Deux suffisent. C'est le cas lorsque plusieurs valeurs sociales sont violées, donc que l'on constate une pluralité d'élément moral. Dans ce cas il en résulte une double déclaration de culpabilité : concours réel.



Attention : Dans le cas d'une infraction non intentionnelle, celle-ci sera prise en considération par le magistrat. Simplement la référence à l'élément moral est abandonnée au profit de la référence à l'objet de la loi, c'est-à-dire l'auteur de l'infraction porte atteinte à des intérêts lesquels sont protégés par les lois violées, pour justifier la déclaration de double culpabilité.

4) Le concours de la qualification



Attention : Dans ce cas il y a une seule déclaration de culpabilité.



Définition : Si l'individu n'a violé qu'une seule valeur sociale. Les différentes infractions commises sont dites en concours.

- L'hypothèse de la qualification alternative ou optionnelle : les textes en considération vont s'exclure par eux-mêmes.



Exemple : L'homicide ne peut pas être volontaire et involontaire à la fois.

- L'hypothèse de la qualification incompatible : la seconde infraction se trouve être la conséquence de la première.



Exemple : Le voleur conserve la chose volée, il y a tout d'abord la qualification de vol, puis celle de recel.

5) La détermination de la qualification

On trouve ici deux principes :

1. Le principe de la plus haute expression pénale :



Définition : « Toute infraction faisant l'objet d'une poursuite doit être envisagée sous la plus haute acception pénale dont elle est l'objet ¹»

¹Salvat X, Boccon-Gibod D, Procédure pénale, *Revue de science criminelle et de droit pénale comparé*, 2014, n°2, pp.369- 390.

2. Le principe de la spécialité



Définition : Ce dernier correspond à la primauté de la règle spéciale sur la règle générale. Autrement dit, le spécial rompt avec le général.